



Le syndicat Solidaires Finances Publiques (centres des impôts, trésoreries...) du Jura relaie le préavis de grève initié au niveau national, en réponse aux multiples annonces du ministre Guerini, alimentant la stratégie presque institutionnelle de destruction du service public.

Nous insistons sur notre volonté de ne pas pénaliser les usagers pendant cette campagne de déclaration des revenus, mais bien au contraire de les soutenir dans leur désarroi face à la déshumanisation des services publics en général, et des services fiscaux en particulier.

Sous prétexte de » modernisation « , l'état justifie un élan drastique de fermetures des centres des impôts et des trésoreries en se réfugiant dans le dogme de la « dématérialisation » par le » tout internet « , sacrifiant et isolant, tant techniquement que géographiquement, toute une frange de la population, dont les personnes âgées en premier lieu.

En 3 ans, 2 des 4 centres des impôts du Jura ont été fermés !

Face à cette destruction subie par nous, fonctionnaires, mais aussi et surtout par vous, citoyens contribuables, nous avons donc décidé d'une journée de grève ce mardi 21 mai, date butoir de la déclaration d'impôt sous forme papier.

Cette journée de salaire sacrifiée se transformera en bénévolat, car nous viendrons au plus près de vous en menant ce même jour une permanence sur le marché de Dole. Aux environs de 9h15 jusqu'à 12h.

Nous serons là pour évoquer les questions fiscales et échanger avec vous sur la situation des services publics, et notamment sur cette fâcheuse manie de nos dirigeants à reporter sur le citoyen les tâches jusqu'alors dévolues à l'administration (déclarations d'impôts, mise à jour des biens immobiliers, ...).

Les principales difficultés qui pèsent sur les services publics et les agents et agents de la fonction publique sont connues : manque de budget de fonctionnement et d'investissement, conditions de travail sérieusement dégradées par manque de personnels, absence de reconnaissance de la conscience professionnelle collective, concrétisée par une perte de pouvoir d'achat de 25 % en 20 ans.

Pour Solidaires Finances Publiques, sans amélioration notable de ces conditions, les services publics continueront à se dégrader, tout comme l'attractivité de ses métiers.

Seule une indexation des rémunérations sur l'inflation, comme cela a été adopté pour les retraites, pourrait initier un regain d'intérêt envers les métiers de la fonction publique... C'est seulement en ça que la réforme que souhaite porter le ministre à l'automne pourrait être synonyme de progrès social.